



Directive sur les jours de récupération du personnel cadre

Département responsable : Ressources humaines	Approuvée par : _____ Directeur général
En vigueur le : 1 ^{er} Janvier 2003	Modifiée le : 20 juin 2003 17 octobre, 2006
Référence: CC 1999/2000-57 CC 2002/2003-56 CC 2006/2007-05	

1. Prémisses

- 1.1 [objet](#) La présente directive établit les règles visant les jours de récupération du personnel cadre. Le personnel cadre n'ayant droit à aucune compensation salariale pour le temps supplémentaire, les jours de récupération lui permettent de prendre congé pour compenser le temps passé en déplacement ainsi que les heures travaillées le soir ou pendant les week-ends.
- 1.2 [définitions](#) Dans la présente directive, le mot ou l'expression :
- a) **jour** s'entend de jours de travail à moins d'indication contraire explicite ;
 - b) **superviseur immédiat** s'entend d'une personne chargée de la supervision d'employés.

2. Principes généraux

- 2.1 [application](#) La présente directive s'applique à tous les employés du personnel cadre.
- 2.2 [nombre de jours](#) Un maximum de dix (10) jours par année scolaire peuvent être pris en congé pour compenser le temps supplémentaire. Dans des situations exceptionnelles, le Directeur-général peut toutefois accorder cinq (5) jours additionnels pour compenser le temps supplémentaire. Pour les employés embauchés en cours d'année scolaire, le nombre de jours accordés est proportionnel à la période d'emploi durant cette même année.

- 2.3 [acquisition des jours de récupération](#) L'employé acquiert un nombre de jours de récupération proportionnel au nombre de jours travaillés en temps supplémentaire ou passés en déplacement.
- Les jours de récupération ne sont pas automatiquement octroyés; l'employé doit garder le compte des jours passés en déplacement ou en temps supplémentaire et les appliquer à un nombre équivalent de jours de récupération.
- 2.4 [utilisation des jours de récupération](#) Les jours de récupération devraient normalement être pris à raison de un ou deux jours à la fois, peu de temps après leur acquisition. Dans l'impossibilité de se faire, ils peuvent être accumulés ou pris à un moment ultérieur, mais jamais plus de cinq jours à la fois. Par ailleurs, la période de congé annuel ne peut être prolongée de plus de cinq jours de récupération sans l'autorisation du Directeur général.
- 2.5 [exception à 2.4](#) Le directeur d'école, le Directeur d'école adjoint, le Coordonateur des services éducatifs et communautaires ou le directeur de centre d'éducation aux adultes sont exempts de l'application de l'article 2.4.
- 2.6 [transfert à l'année scolaire suivante](#) Pas plus de 5 jours de récupération peuvent être transférés à l'année scolaire suivante.
- 2.7 [perte des jours de récupération transférés](#) S'ils ne sont pas utilisés avant la fin de l'année, les jours de récupération transférés de l'année scolaire précédente sont perdus sans compensation ni rémunération.
- 2.8 [demande au superviseur](#) Le supérieur immédiat doit être avisé au préalable par note de service de l'employé décrivant sommairement le temps supplémentaire et le temps passé en déplacement en compensation desquels les jours de récupération sont utilisés.

Procédure

- 2A) [rapport d'absence](#) *Tout congé pris au titre de récupération doit être signalé sur un formulaire de rapport d'absence codé « F » et portant la mention « jours de récupération » dans la case réservée aux commentaires.*

3. Dispositions finales

- 3.1 [dérogation](#) Toute dérogation aux termes explicites de la présente directive doit être approuvée par le Directeur général.

4. Application de la présente directive

- 4.1 [dispositions antérieures](#) La présente directive remplace tout autre directive émise par la Commission en cette matière tout en respectant les politiques applicables adoptées par le conseil des commissaires. Si de telles politiques sont adoptées, leurs dispositions seront intégrées à la présente directive pour le bénéfice du lecteur.
- 4.2 [responsabilité](#) Le Directeur des Ressources humaines est chargé de l'application de la présente directive.